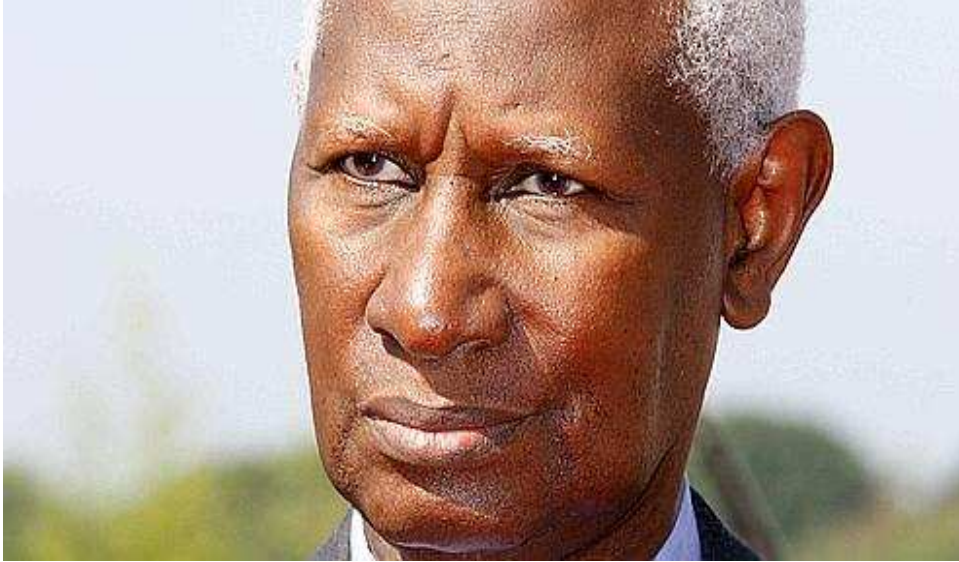


Après les sanctions de l'Union Africaine

L'OIF roule pour l'organisation des élections à Madagascar

Mada.pro - Joël Sylvain Rasamoely – 22/03/10



Abdou Diouf, président de l'OIF

L'Organisation internationale de la francophonie semble sceptique quant à l'efficacité des sanctions ciblées de l'Union africaine. Elle entend dorénavant essayer de prendre une initiative, avec quelques pays ou quelques organisations, pour arriver à organiser des élections à Madagascar et donner la parole au peuple malgache. L'OIF se rallie ainsi à la position de la France qui a été exprimée, dès la mi-janvier, par son ambassadeur à Antananarivo.

«Les sanctions ciblées que l'Union africaine vient de prendre, ce sont des sanctions de l'Union africaine, ce ne sont pas des sanctions de la Francophonie. Alors nous, nous pensons qu'il faut aller au delà. Cette affaire a trop duré. Aussi, allons –nous essayer de prendre une initiative, avec quelques pays ou quelques organisations pour arriver à faire des élections et donner la parole au peuple malgache. Parce que, on tourne en rond actuellement et ce n'est pas bon. Le peuple malgache ne mérite pas une telle situation ». C'est ce qu'a notamment déclaré hier à la radio mondiale RFI Abdou Diouf, président de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF). Celle-ci compte cinquante Etats membres. Madagascar, qui devait accueillir le sommet de la Francophonie de cette année 2010, a été suspendu de l'organisation le 2 avril 2009.

Ces propos d'Abdou Diouf peuvent surprendre quand on sait que l'OIF fait partie du Groupe International de contact (GIC). Celui-ci réunit les pays et les organisations internationales qui sont devenus des médiateurs en vue de la résoudre la crise malgache.

Cette déclaration est à rapprocher de celle, effectuée par l'ambassadeur de France à Madagascar, bien avant la tenue des dernières réunions du GIC et du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine. Celle-ci indiquait que la France estime qu'on ne peut plus appliquer les accords de Maputo et d'Addis-Abeba pour régler la crise malgache. En fait, Jean-Marc Chataigner a dit le 14 janvier dernier : «La France ne soutient pas Andry Rajoelina, elle soutient le retour à la stabilité démocratique. L'important est que le peuple malgache puisse se prononcer librement sur le choix de ses dirigeants afin que Madagascar puisse enfin travailler sur des questions de développement. Nous

sommes toujours pour la mise en œuvre d'une solution la plus consensuelle et la plus inclusive possible. Maintenant, il est certain qu'on ne peut pas il est certain qu'on ne peut pas appliquer Maputo et Addis-Abeba. L'idée d'aller vers les élections est une possibilité pour avancer ».

A en croire le diplomate, le schéma de Maputo et d'Addis-Abeba sera abandonné par la communauté internationale. « Ce schéma, a-t-il dit, n'a pu être mis en œuvre. Je ne parlerai pas d'échec. On a essayé quelque chose, cela ne marche pas. Il faut être pragmatique. Essayer d'avancer et trouver une autre solution. Ce qui est important dans Maputo et Addis-Abeba, c'est l'esprit de compromis, et il faut le préserver. Il faut trouver un accord minimal consensuel pour sortir de la crise ».

Pour Jean-Marc Chataigner, le schéma d'une élection organisée par une entité indépendante mais avec le gouvernement actuel n'est pas envisageable. A ce sujet, il a déclaré : « C'est aux Malgaches de décider, mais je ne pense pas que cela soit possible. Un certain nombre de ministres ont manifesté l'intention de se présenter aux élections. Il faudrait qu'ils démissionnent pour qu'ils ne puissent pas profiter de leur autorité morale et des moyens de l'administration pour mener leur campagne. Il faudra qu'un nouveau gouvernement soit constitué de façon à inclure des membres de toutes les mouvances ».

Le diplomate a en outre estimé qu'Andry Rajoelina ne persistera pas à vouloir organiser seul des élections. « Ce ne serait pas dans son intérêt, a-t-il dit. Ce ne serait pas conforme aux promesses qu'il a faites. Il s'est engagé à Maputo et Addis-Abeba, même si ce n'est pas tout à fait respecté, mais il a toujours dit qu'il en respectait l'esprit, celui du consensus. Il est important que le pouvoir de fait fasse des concessions sur l'organisation de ces élections, pour que celles-ci puissent être crédibles et reconnues par les Malgaches ».

De telles considérations sont sans doute à l'origine de la position adoptée actuellement par les dirigeants malgaches. En fait, le Président Andry Rajoelina s'est montré inflexible. Sans même attendre l'officialisation des sanctions, l'homme fort de Madagascar a dernièrement déclaré : « Tant que je peux encore voyager à l'intérieur du pays et communiquer avec les Malgaches, les sanctions peuvent venir ». De son côté, le Premier ministre, Camille Vital, s'est montré tout autant catégorique en déclarant : « Il n'y aura plus de Maputo et la résolution de la crise se fera entre Malgaches ».

Dans ce contexte, la mise en œuvre des sanctions contre le pouvoir à Madagascar peut laisser sceptique. Ainsi, le journal africain Le Potentiel a raison d'écrire que les sanctions de l'Union africaine ne suffiront pas. Le quotidien congolais écrit : « Pour mettre fin à la confusion à Madagascar, il est impérieux que les autres institutions internationales se joignent à l'UA pour prendre des mesures plus coercitives susceptibles de renverser le régime Rajoelina ».

Il faut dire que dans la presse du continent, l'annonce des sanctions de l'Union africaine ainsi que l'entêtement du régime en place à Madagascar sont largement commentés. L'Observateur, au Burkina s'interroge sur la portée réelle de ces sanctions. « L'UA, écrit-il, a donc mis à exécution sa menace. Mais se pose la question de l'efficacité de ces sanctions. Est-ce opérant de confiner, de consigner des gens à domicile surtout si sur place ils ne manquent de rien ? Pas si sûr ! Est-ce que le fouet de Jean Ping va contribuer à ramener le DJ sur le droit chemin ? Rien n'est certain car ces sanctions peuvent même braquer les autorités malgaches ».

Mais, relève le quotidien burkinabé, « le jeune Rajoelina gagnerait, à notre sens, à écouter la voix de la sagesse. Car les mêmes militaires qui l'ont assis sur le trône peuvent être les mêmes qui, en cas de blocage extrême, lui montreront le chemin de la porte. Alors, TGV a tout intérêt à ne pas trop tirer sur la corde ».

Source : http://www.mada.pro/alaune_oif.html